

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 22. — 10 (22) Juillet, 1854.

Apologie des Chrétiens de l'Orient.

PENDANT les premiers siècles de notre ère, les chrétiens, persécutés par le fer et par l'opinion, opposaient au premier, leur constance inébranlable, à la seconde, des apologies qui tiennent une grande place dans l'histoire de leur littérature sacrée. Les chrétiens d'Orient, se trouvant dans une position à peu près semblable à celle des chrétiens sous les derniers empereurs payens de Rome, persécutés d'un côté par le fer des Turcs, et de l'autre par l'opinion de leurs frères d'Occident, sont aussi obligés de prendre la plume, au milieu de leur martyre, et d'écrire des apologies. Nous espérons qu'on voudra bien les lire en Europe; elles ne sont pas écrites par des saints, comme celles des premiers défenseurs du christianisme, mais elles sont également écrites avec le sang.

L'apologie que nous publions aujourd'hui n'appartient pas à notre rédaction habituelle, et c'est à cause de cela qu'on y trouvera des conclusions différentes de celles que le *Spectateur* a adoptées sur la constitution d'un seul empire chrétien en Orient. Comme notre but n'est pas de soumettre nos idées seules au jugement de l'Europe, mais de lui faire connaître aussi celles des autres, nous croyons servir les intérêts de notre cause, en ouvrant nos colonnes à toute opinion favorable aux chrétiens, quand même elle ne serait pas tout-à-fait conforme au programme du *Spectateur*.

R.

Nous avons toujours espéré que la cause de la nation hellénique, qui est la cause du christianisme et de la civilisation, triompherait de tous ces doutes sans fondement qu'un esprit trop soupçonneux a suscités contre elle en Europe. Nous avons espéré qu'une politique plus clairvoyante et plus juste ferait une distinction entre les tendances ambitieuses qu'on veut attribuer à la Russie, et la cause hellénique, et que celle-ci trouverait à la longue, chez les gouvernements de l'Angleterre et de la France, toute la sympathie qui lui est due de la part de ceux qui se constituent les défenseurs de la justice contre l'injustice, de la civilisation contre la barbarie, de la faiblesse contre la force. Mais les notes si menaçantes que les envoyés de l'Angleterre et de la France ont dernièrement remises au gouvernement hellénique, et les mesures coercitives prises contre nous, ont fait voir que nous nous étions étrangement

troués dans nos espérances si légitimes. Les gouvernements de l'Angleterre et de la France, paraissant oublier, l'un les principes libéraux de sa politique, l'autre son origine et les antécédents glorieux de la nation française, qui ont valu à ses monarques le titre de *très-chrétiens*, non seulement ont fermé leur cœur aux chrétiens sujets du Sultan, qui ont voulu profiter des circonstances où se trouve actuellement la Turquie, pour prendre les armes et s'affranchir d'un si rude esclavage, mais ils ont cru devoir encore empêcher qu'un autre gouvernement, le gouvernement hellénique, témoignât quelque sympathie pour ces peuples infortunés. Ils ont cru d'une bonne politique de lancer les foudres de leur courroux contre un gouvernement, qui, au point de vue de la justice et du christianisme, n'a fait que son devoir, rien de plus que son devoir. En effet, quel est le crime que le gouvernement hellénique a commis, et pour lequel il a encouru la disgrâce des cours d'Angleterre et de France, et mérité un traitement si hostile de leur part? S'il a montré quelque sympathie pour les peuples chrétiens des provinces limitrophes de la Turquie, opprimés par les ennemis barbares du christianisme, il n'a fait qu'obéir au même sentiment qui a dicté leur conduite pendant la lutte hellénique de 1821 à 1829, à ces puissances qui le condamnent. Il lui était impossible d'en agir autrement. Par son indifférence aux souffrances de ces peuples attachés aux sujets du royaume grec par les liens sacrés de la religion et du sang, il aurait tout-à-fait perdu le respect et la confiance des Hellènes, il aurait commis un véritable suicide, un crime, qui lui serait justement reproché par les chrétiens et les philanthropes de

tous les pays et de tous les temps. Qu'on nous permette de demander aux hommes d'état qui composent les cabinets actuels de l'Angleterre et de la France, quelle différence trouvent-ils entre la lutte hellénique de 1821, et celle d'aujourd'hui? N'est-ce pas le même peuple qui s'est soulevé contre les mêmes oppresseurs? Ou la lutte de 1821 était juste, et alors force est d'avouer que la lutte actuelle est également juste, ou si l'on veut réprover celle-ci, il faut bien commencer par réprover celle-là. Mais alors prenez-y bien garde.

Avant de condamner le gouvernement hellénique, jetez d'abord la pierre contre l'Angleterre et contre la France, qui, à cette époque, ont si généreusement soutenu la lutte hellénique; lancez l'anathème contre les hommes d'état, les publicistes, les savans, qui ont alors défendu la cause de la Grèce, livrez à l'exécration de toute l'Europe, les noms illustres et si justement respectés, des George Canning, des Palmerston, des Aberdeen, des Hastings, des Byron, des Fabvier, des Paul Napoléon (1), et de tant d'autres hommes qui ont prêté leur concours aux Hellènes; maudissez la bataille à jamais mémorable de Navarin, déchirez les plus belles pages de la nouvelle histoire de vos pays. Les gouvernements de l'Angleterre et de la France de 1823—1832, sont les complices du gouvernement actuel de la Grèce, condamnables aux mêmes titres et au même degré que celui-ci. Que dis-je? Ils le sont plus encore, ils le sont d'autant plus, que rien ne les attachait aux opprimés, et que par conséquent ils étaient moins obligés de leur témoigner de la sympathie. Les

(1) Le noble cousin de l'empereur, qui, étant venu combattre pour l'indépendance grecque, est mort à l'île de Spezzia.

peuples de l'Angleterre et de la France n'étaient liés aux peuples de la Grèce que par les liens de la religion chrétienne, tandis que ceux-ci sont liés aux peuples chrétiens de la Turquie, non seulement par la religion, mais encore par la même langue et la même nationalité. On nous répétera peut-être ce qu'on a souvent dit, que les peuples de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, ne se sont pas soulevés de leur propre mouvement, mais qu'ils y ont été forcés par les corps armés sortis du royaume hellénique. D'où le sait-on, et quelle raison a-t-on de le supposer? Qui ne connaît les oppressions, les atrocités commises par les Albanais contre les chrétiens de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine? Qui ne sait que ce sont ces atrocités qui ont poussé les habitants de Radovitz, les premiers qui se sont soulevés, à cette extrémité? On ne peut supposer que les Puissances occidentales, qui ont des consuls dans les provinces que nous venons de nommer, ignorent ces faits si notoires; à moins de supposer que les consuls ne s'occupent exclusivement que des sujets de leurs gouvernements respectifs. D'après ce que les journaux anglais et français ont publié, M^r Saunders, consul anglais à Prévésa, et M^r Bertrand, consul français à Janina, ont déjà soumis des rapports sur les oppressions et les atrocités que les organes du gouvernement turc ont exercées sur les malheureux chrétiens de l'Épire. On nous assure, que M^r Blum, Consul Anglais à Thessalonique, a aussi fait un pareil rapport concernant les chrétiens de Thessalie et de Macédoine. Oui, des corps armés sont sortis du royaume hellénique; nous ne le nions pas; mais ces corps composés, en grande partie de soldats, et conduits par des officiers, origi-

naires de ces provinces, ne firent que répondre à l'appel de leurs compatriotes opprimés. Il nous serait très-facile de prouver ce que nous avançons, si nous ne craignons de compromettre les personnes dont nous avons des lettres sous les yeux, et de les exposer à la cruauté de leurs tyrans. Si cependant les Puissances chrétiennes étaient désireuses d'apprendre la vérité sur ce point, elles n'auraient qu'à nommer deux commissaires, hommes de probité, et qu'à inviter le gouvernement de la Grèce à en nommer un de sa part, avec la mission de visiter les villes et les villages des provinces insurgées, et interroger les habitants sous le sceau du secret, en les assurant qu'ils n'auraient rien à risquer par leurs aveux. On se persuaderait alors que les chrétiens de ces provinces, impatients du joug qu'ils portent depuis quatre siècles, implorent le secours de leurs frères pour renaitre à la liberté. On se persuaderait que toutes les déclarations contraires leur sont arrachées par la crainte de s'attirer le courroux et la vengeance de leurs oppresseurs.

Nous prévenons ici une autre objection: on nous dira que les chrétiens sujets de la Porte, et leurs frères du royaume grec, ne devaient pas s'armer contre la Turquie dans un moment où les Puissances occidentales s'engageaient par un traité nouveau à défendre son intégrité territoriale, et où par conséquent toute prise d'armes de la part des chrétiens serait regardée par ces dernières, comme l'effet d'instigations russes, ou tout au moins comme un embarras suscité contre leurs projets. On ajoutera que les chrétiens sujets de la Turquie devaient d'autant plus se tenir tranquilles dans cette occasion, que les Puissances ont déclaré vouloir engager le Sultan à éman-

ciper ses sujets chrétiens, ou à leur concéder des droits, dont l'acquisition améliorerait considérablement leur sort. A cela nous répondons: le traité conclu entre l'Angleterre et la France d'un côté, et la Porte ottomane de l'autre, ayant pour but l'intégrité territoriale de cette dernière, ne s'applique qu'au cas d'une attaque extérieure, et non à celui où les sujets chrétiens du Sultan chercheraient à changer par les armes leur position sociale. Tout traité conclu contre les droits de l'homme, est un traité immoral, qui ne peut jamais être obligatoire, car il n'y a point de droit contre le droit, car *ad turpia nemo obligatur*. Les chrétiens sujets de la Turquie ne pouvaient jamais se persuader que l'esprit du christianisme eût tant faibli en Europe, que le sentiment religieux s'y fût tellement refroidi dans le cœur des hommes, qu'on s'y soit décidé de gaieté de cœur à soutenir, même le armes à la main, l'empire caduc des musulmans qui ont été toujours les ennemis jurés du christianisme, et qui ont versé des torrents de sang chrétien pour la fondation et la conservation de leur pouvoir tyrannique. Ils étaient d'autant moins préparés à voir que cette mesure, de la part des Puissances occidentales, fût convertie en une mesure politique, qu'ils ne voyaient pas comment elles pouvaient atteindre par ce moyen, le but qu'elles se proposent, qui est de mettre des bornes sûres à l'agrandissement de la Russie et d'assurer à l'Europe son repos, sa civilisation et sa libre action commerciale. En effet, tant que la Turquie d'Europe reste sous la domination du Sultan, la Russie, même vaincue, même repoussée à présent par les forces combinées des Puissances occidentales, ne laissera pas de recommencer dans quelques années ses

attaques contre les Turcs, ses ennemis héréditaires. Elle continuera à battre l'édifice croulant qui porte le croissant, jusqu'à ce qu'elle l'ait tout-à-fait détruit; et l'on n'a pas besoin d'être doué d'un esprit prophétique, pour prévoir dès aujourd'hui, que les relations des Puissances européennes ne resteront pas toujours les mêmes, et que la Russie saura se préparer telle combinaison qui neutralisera les efforts réactifs des Puissances. Comment le Sultan pourra-t-il alors se défendre contre les forces russes dans des provinces, dont la population ottomane est si faible en comparaison de la population chrétienne? Supposons au contraire le cas, que les chrétiens habitant la Turquie d'Europe soient affranchis et qu'ils forment un ou deux états chrétiens; alors tout change de face. La Russie n'aura plus les motifs qu'elle a aujourd'hui, pour vouloir faire la guerre à ces états, et quand même elle le voudrait, elle rencontrerait certainement de la part des douze millions de chrétiens, plus intelligents et plus valeureux que les Turcs, une résistance beaucoup plus forte que celle que le Sultan et la faible population ottomane de ces provinces, rendues plus faibles encore par ses sujets qui sont ses ennemis, ne pourraient lui opposer.

Voilà pourquoi les chrétiens de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, ne pouvaient pas croire que leur prise d'armes contre leurs oppresseurs serait condamnée, et même persécutée par les Puissances chrétiennes de l'Europe occidentale. Une telle condamnation heurtait trop leurs idées de charité chrétienne, et leur paraissait trop contraire aux intérêts bien entendus de l'Europe, pour qu'ils pussent en admettre la possibilité. Aussi leur

surprise en voyant les mesures hostiles que ces Puissances ont prises pour soutenir la tyrannie ottomane et étouffer l'insurrection des populations chrétiennes, est-elle aussi grande que leur douleur et leur désespoir sont profonds.

Quant au soupçon qu'on a conçu que le mouvement insurrectionnel dans les provinces de la Turquie était l'effet d'instigations russes, il ne provient que d'une ignorance complète de l'histoire et des dispositions du peuple hellénique, d'une fausse interprétation des faits qui ont accompagné ce mouvement. Il suffit de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire de ce peuple, pour se convaincre qu'il ne s'est jamais présenté une occasion tant soit peu favorable au recouvrement de son indépendance nationale, qu'il ne l'ait saisie avec empressement; l'instinct de la nationalité est si fort chez ce peuple, l'idée de la liberté exerce une puissance si magique sur son âme, qu'on l'a toujours vu, à la première lueur de la plus faible espérance, se lancer dans l'entreprise dangereuse de sa délivrance. Oui, c'est l'amour indélébile du peuple grec pour la liberté qui arma si souvent son bras contre les Turcs à l'apparition de la bannière de Saint-Marc aux parages de la Grèce. C'est cet amour de la liberté qui lui fit promettre son secours au Duc de Nevers, et qui encouragea ce prince à préparer au siècle passé une expédition pour soustraire la Morée à la domination des Turcs. C'est cet amour de la liberté qui fit que les Moréotes appelèrent en 1673 le grand Maître de Malte à leur secours pour s'affranchir du joug ottoman. C'est cet amour de la liberté qui en 1769, sous l'Impératrice Catherine, les engagea à prendre les armes à l'arrivée de la flotte russe dans les eaux

du Peloponnèse. C'est enfin cet amour de la liberté qui en 1841, lors de la guerre de Méhemet-Ali contre le Sultan Mahmoud, disposa les esprits des habitants de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, à profiter de cette occasion favorable pour se soulever et briser leurs fers. Tout était préparé, lorsque la formation de la triple alliance pour la défense du Sultan, vint déjouer leurs projets et arrêter leurs préparatifs. Tous ces faits historiques prouvent jusqu'à l'évidence, que les Hellènes n'ont laissé échapper aucune occasion pour tâcher de se soustraire à la servitude, et le dernier surtout démontre que pour arriver à leur but, ils n'ont pas même laissé de tirer profit de la révolte d'un pacha turc contre son souverain. Si donc les Grecs ont voulu profiter de la guerre actuelle entre la Russie et la Porte ottomane, pour recommencer ce qu'ils ont si souvent fait, pourquoi supposer qu'ils y aient été poussés par des instigations russes, et qu'ils veulent servir des intérêts étrangers? Pourquoi donner à leur mouvement actuel un caractère si contraire aux faits? Non, l'insurrection des chrétiens de la Turquie, aussi bien dans ses motifs que dans son but, est purement nationale; cela est encore démontré par ce fait, que des personnes qui en Grèce ont pris une part active à ce mouvement insurrectionnel, neuf sur dix ont toujours appartenu et appartiennent aux partis soit disant anglais et français. Il est possible, que la Russie ait désiré un tel mouvement, croyant qu'il lui serait utile dans les circonstances actuelles, mais elle ne l'a certainement pas provoqué, et quand même elle l'aurait fait, on se tromperait beaucoup, si l'on supposait que les Grecs aient été déterminés à cette entreprise par les instigations de quelque agent de

cette Puissance, ou qu'ils aient voulu travailler pour elle. Une telle supposition témoignerait une parfaite ignorance des idées politiques qui dominent ces peuples, de leurs espérances, de leurs craintes. On sait tout cela, nous dira-t-on, mais les Puissances occidentales, qui se sont engagées dans une guerre contre la Russie pour la défense de l'empire ottoman, ne pouvaient pas supporter que les sujets du Sultan traversassent leurs opérations par un soulèvement intempestif. — Avant de passer à cette objection, il faut avoir admis que les peuples chrétiens avaient le droit de prendre les armes pour reconquérir leur indépendance, que leur mouvement était juste et que le secours que leur ont donné leur frères, les habitants du royaume grec, était un devoir que ceux-ci ne pouvaient pas négliger, sans mériter le mépris et le blâme de toutes les nations chrétiennes, qui ont appuyé la lutte hellénique de 1821. Mais une fois tout cela admis, il est très facile de répondre à l'objection elle-même. Il ne nous est certainement pas permis de condamner celui qui ne fait que ce qui est juste, ce qu'il est en droit de faire, de le persécuter par la seule raison, que son action nous cause quelque embarras. Un tel principe qui met l'intérêt au dessus du droit, ne saurait être sérieusement et ostensiblement posé; son application dans le domaine de la politique, comme aussi dans la vie privée, détruirait tout ordre, anéantirait tout droit et amènerait la guerre de tous contre tous.

On nous fera observer peut-être que la politique ne se laisse pas le plus souvent guider par ce qui est juste, mais par ce qui est utile; que l'intérêt est le vrai mobile de toutes ses actions, quoiqu'elle le dissimule souvent, et qu'elle tâche toujours de lui donner l'apparence de quel-

que droit. Nous n'ignorons pas cette tendance de la politique; mais d'abord on gagnerait beaucoup pour la cause hellénique si l'on contraignait les hommes d'état de l'Europe d'avouer que le dogme de l'intégrité de la Turquie est fondé sur l'intérêt et non sur le droit, si on peut les convaincre d'inconséquence dans leur prétention d'être les défenseurs du droit dans cette guerre, lorsqu'ils méconnaissent et combattent le plus sacré des droits. Et encore il reste à savoir si la persécution du mouvement grec s'accorde effectivement avec l'intérêt bien entendu des Puissances occidentales. Pour nous, nous le nions hardiment. Si la conservation de l'empire turc était indispensablement nécessaire à l'équilibre des Etats européens et que cet empire pouvait être conservé à la longue, les Puissances occidentales auraient peut-être une raison à mettre en avant en faveur de leur conduite vis-à-vis des peuples chrétiens et du gouvernement de la Grèce. Mais on ne voit pas pourquoi la conservation de cet empire est nécessaire, pourquoi un royaume grec embrassant, outre l'état actuel de la Grèce, toutes les provinces de la Turquie européenne situées en deçà des Balcans, et de l'Orbélus, et un Royaume slave composé de la Servie, des Principautés danubiennes, de la Bulgarie, de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Monténégro, serait dans la balance des états européens d'un moindre poids que ne l'est maintenant la Turquie d'Europe? Les hommes politiques qui ont le mieux étudié l'état actuel de la Turquie (Mac-Farlane et Lord Redkcliff à leur tête), s'accordent à considérer comme imminente la ruine de cet empire. Au moins les provinces de la Turquie Européenne, où la population chrétienne est huit fois plus forte que la population mahométane, ne

sauraient rester longtemps sous la domination du Sultan, à moins que ce ne soit au moyen d'une forte oppression exercée continuellement sur elles par les Turcs. Sans une tyrannie de fer qui rappelle les temps de l'invasion des Turcs en Europe, et que les Puissances chrétiennes ne sauraient sans doute souffrir, encore moins approuver et appuyer, il est impossible que la stupidité, la mollesse, l'indolence, l'inaptitude aux sciences et aux arts à l'industrie, au commerce et à la navigation, l'ignorance complète de l'économie privée, il est impossible, disons-nous que ces défauts propres aux Ottomans, l'emportent sur les qualités des chrétiens, et assurent aux premiers une supériorité sur les derniers. Les forces morales aussi bien que les forces physiques ont leurs lois constantes, c'est d'après ces lois que l'élément chrétien, plus fort que l'élément turc par le nombre et aussi par la force morale imminente, vaincra tôt ou tard ce dernier, et se débarrassera de tous les obstacles qu'on veut opposer à son affranchissement. Il ne restera plus de ces obstacles qu'un triste souvenir, qui malheureusement pourra faire tort aux sentimens que les peuples chrétiens de la Turquie ressentent pour les peuples les plus civilisés de la terre.

Mais les Puissances chrétiennes tâcheront d'améliorer le sort des chrétiens sujets du Sultan, en engageant celui-ci à leur concéder des droits plus larges : voilà ce qu'on pourrait encore nous objecter pour représenter l'insurrection comme superflue, et justifier en quelque sorte les mesures répressives prises contre elle et contre le gouvernement hellénique. Cette objection nous étonne ; ceux qui la font, se trompent-ils, ou bien prétendent-ils nous

donner le change? Il nous est impossible de sortir de cette alternative. D'un côté les ministres de l'Angleterre et ceux de la France, les premiers du haut de la tribune, les derniers par les feuilles officielles, ont déclaré, qu'ils ne se sont jamais avisés d'obliger la Sultan à concéder des droits à ses sujets chrétiens, parcequ'une telle obligation serait un empiétement de leur part sur les droits de sa souveraineté, droits qu'ils prétendent défendre contre les attaques de l'empereur de Russie. Ils n'ont jamais eu d'autre intention que de donner au Sultan des conseils à ce sujet. Cette déclaration si nette des deux ministères anglais et français, se trouve tellement en contradiction avec le sens de l'objection que nous nous sommes posée, que nous ne pouvons admettre qu'on nous la propose, à moins qu'on ne veuille en imposer à notre bonne foi. Mais non! nous voulons plutôt croire qu'ils se trompent eux-mêmes. Oui ils se trompent, s'ils croient que leurs bons conseils suffiraient pour déterminer le Sultan à faire à ses sujets chrétiens la concession des droits qu'ils réclament et que la justice exige. Ils se trompent s'ils croient que le chef de l'islamisme, qui professe le plus grand mépris et la haine la plus implacable pour les infidèles, et qui en prêche la persécution comme un devoir religieux, reconnaîtrait lui-même et ferait aussi reconnaître aux populations musulmanes de son empire, les chrétiens comme leurs égaux. Ils se trompent, enfin, s'ils croient, que, quand même le Sultan serait disposé, ou bien forcé par les circonstances, à faire à ses sujets chrétiens des concessions, les firmans qu'il émettrait dans ce but, seraient exécutés dans les provinces de son empire. Il faut ne pas connaître les Turcs, leurs ha-

bitudes, leurs maximes gouvernementales, leurs moyens d'intimidation et les différents dangers auxquels s'exposeraient les rayas, qui oseraient faire valoir leurs droits vis-à-vis des autorités ou des puissants de la Turquie, il faut ignorer complètement tout cela, pour croire à la possibilité de l'exécution des firmans, qui accorderaient des privilèges, à ses sujets chrétiens. Ceux-ci connaissant mieux les Turcs, par une longue et triste expérience, ne se font aucune illusion sur l'inefficacité de ces demi-mesures, dont les Puissances chrétiennes de l'Europe se promettent de doter leurs coreligionnaires en Turquie. Ils sont persuadés, que leurs maux ne peuvent cesser que par leur complet affranchissement. Aussi, s'étonnent-ils avec grande raison de voir les Puissances chrétiennes condamner les efforts qu'ils font pour se soustraire à l'esclavage, prêter tout leur appui au pouvoir chancelant du Sultan pour le raffermir, et tâcher de perpétuer les chaînes de leurs frères en religion. Ils ne peuvent se persuader que les Puissances occidentales, sacrifient à des rivalités et à des intérêts mesquins et privés, les grands intérêts de l'humanité, que, sourdes à la voix de la justice, de la morale politique et de la religion, elles refusent toute compassion aux souffrances de leurs frères soumis à la barbarie fanatique des Musulmans. S'ils les voient, au mépris des devoirs de l'homme et du chrétien, non seulement abandonner à leur sort ceux qui en Epire, en Thessalie et en Macédoine, ont levé l'étendard de la croix et combattirent pour leur liberté, mais aussi lancer l'anathème contre leur sainte cause, et poursuivre même de leur courroux ceux qui leur témoignent des sympathies, rien ne sera plus naturel que de voir ces peuples

tourner leurs regards vers la Russie, qui, n'importe dans quelle intention particulière, combat leurs tyrans et se montre disposée à briser leurs fers? Il serait au contraire, étrange, que les malheureux chrétiens ne se sentissent pas attirés vers ceux qui leur promettent leur affranchissement, et qu'ils ne se détournassent pas de ceux qui professent de perpétuer leur servitude. Oui! les efforts de l'Angleterre et de la France pour maintenir l'intégrité de l'empire ottoman, ne manqueront pas d'attacher les peuples chrétiens de la Turquie à la Russie, qui vise à la destruction de cet empire. Ce n'est pas la religion qui lie ces peuples à la Russie, comme on se l'imagine, c'est l'intérêt de leur affranchissement et l'espérance qu'ils ont d'y arriver par les armes victorieuses des Russes, ces vieux ennemis des Turcs. Veut-on affaiblir et même détruire les sympathies de ces peuples pour la Russie? On n'a qu'à faire ce que fait cette puissance: combattre les Turcs et aider ces peuples à se soustraire au joug ignominieux sous le quel ils gémissent depuis quatre siècles. Veut-on vaincre la Russie en Orient? Il faut l'attaquer dans les cœurs mêmes des chrétiens sujets du Sultan, et pour l'en arracher il faut prouver à ces chrétiens par des faits, qu'on s'intéresse à leur sort plus que l'Empereur de la Russie, et qu'on est mieux disposé que lui à leur faire du bien. Sans cela, nul doute que la Russie, même vaincue par les armes, ne sorte victorieuse de la lutte actuelle, parce qu'elle gagnera à jamais les sympathies des peuples chrétiens de la Turquie, qui la regarderont comme la martyre de leur foi et de leur liberté, tandis que les Puissances occidentales alliées de la Turquie, ne seront à leurs yeux que les ennemis des chrétiens orientaux et les satellites

de leurs tyrans. Mais non; nous espérons que ces Puissances reconnaitront bienôt le tort qu'elles ont fait aux malheureux chrétiens de la Turquie d'Europe, et au gouvernement hellénique, qui leur a témoigné sa sympathie, et qu'elles s'empresseront de le redresser. Nous espérons qu'elles sentiront la contradiction dans laquelle elles tombent en condamnant le gouvernement grec pour avoir senti pour ces chrétiens de l'Epire, de la Thessalie et de la Macédoine, ce qu'elles mêmes avaient senti il y a quelques années, au moment de la lutte de 1821; nous espérons que les souffrances des chrétiens de la Turquie, et les atrocités commises chaque jour par les Turcs, précisément là où leurs victimes peuvent moins se défendre par les armes, toucheront le cœur des hommes d'état de l'Europe éclairée, les ramèneront à des sentiments plus équitables, et les détermineront à adopter des mesures plus favorables à ces peuples infortunés. Ce n'est pas seulement un devoir religieux, un devoir moral qui doit engager les Puissances chrétiennes de l'Europe à coopérer à l'affranchissement des chrétiens opprimés, c'est aussi leur propre intérêt bien entendu. L'élément turc a tellement faibli, qu'il ne peut pas se maintenir longtemps contre les progrès de l'élément chrétien, notoirement plus intelligent et plus actif que lui, car sa longue conservation est contre les lois de la nature humaine. Tôt ou tard il succombera. Ne vaut-il pas mieux aider les chrétiens de la Turquie à s'affranchir et à former un état chrétien, ou bien, si l'on veut, comme nous le disions plus haut, un royaume hellénique plus large et plus fort que le royaume actuel de la Grèce, et un autre royaume slave, deux états assez forts pour remplacer

la Turquie dans la balance politique des états européens, et assez intéressés à la civilisation européenne et à leur propre conservation, pour ne pas vouloir servir des intérêts étrangers? Ne vaut-il pas mieux s'attacher ces peuples par la reconnaissance, que de leur inspirer de l'antipathie par l'appui qu'on prête à leurs oppresseurs? Pour ce qui regarde particulièrement la Grèce, nous avons la conviction, que l'intérêt bien entendu des Puissances occidentales elles-mêmes, exigeait une conduite plus favorable à son développement et à son agrandissement que celle qu'elles ont dernièrement adoptée. Le royaume grec est le produit des idées libérales de l'Europe et le poste avancé de la civilisation européenne en Orient. Sa constitution, ses lois, son organisation de l'instruction publique, sa science, tout, excepté la religion, est emprunté à l'Europe occidentale. On peut dire que ce nouvel état est éclos de la civilisation européenne, et que l'Europe veille aujourd'hui l'étouffer par des mesures hostiles, c'est comme si elle voulait donner au monde le spectacle de l'acte fabuleux de Saturne qui dévorait ses propres enfants.

Z.

Mouvement de la marine marchande en 1853.

Nous avons sous les yeux le tableau que le département de la Marine vient de publier, pour indiquer l'état de la marine marchande à la fin de l'année 1853.

Il y a déjà plus de dix mois (1), qu' en rendant com-

(1) Livraison du 10 (22) septembre 1853.

pte de la situation de cette même marine, nous exprimons l'espoir que les résultats qui nous seraient offerts par elle à la fin de l'année 1853, seraient suffisans pour compenser la décroissance des années désastreuses de 1851 et 1852.

Le tableau comparatif que nous donnons plus bas ne justifie qu'en partie nos prévisions; l'augmentation de quelques centaines de tonneaux, est très faible par rapport aux succès bien autrement importans par lesquels avait été marquée la longue série de dix ans, de 1840 à 1850; c'est à peine si les profits de l'année dernière ont pu équilibrer les grandes pertes des deux précédentes.

On remarquera encore que, tandis que la force de la marine s'est élevée en tonnage, elle a subi en nombre une réduction de 83 navires; et la raison en est, comme nous l'avons fait déjà observer dans une autre occasion, que la navigation au long cours se fait d'année en année sur une plus large échelle.

L'irritation fort peu juste que les événemens d'Orient ont suscitée en Europe contre la nation grecque, a cru arriver avec plus de facilité à ses fins, en prenant à tâche de noircir la réputation du pavillon hellénique; on s'est évertué à faire croire que la piraterie infestait l'Archipel, et que, nouvelle Algérie, la Grèce devait être bombardée par un autre amiral d'Estrées, ou par un second Lord Exmouth. Nous avons été d'autant plus peiné de ces assertions, que la force, pour écraser, n'a pas besoin de se faire assister par la calomnie, et que l'injure, venant d'en haut, acquiert une grande gravité.

Espérons cependant que le premier emportement passé on en reviendra à des sentimens plus équitables à notre

égard, et que le *Moniteur universel* de 1854, imitant la justice du *Moniteur universel* du 22 Mars 1853, qui, soigneux de l'honneur de son pays, chercha à pallier la rigueur hors de propos dont un ministre de France avait cru devoir traiter la marine grecque dans un moment d'irreflexion, élèvera une voix généreuse pour proclamer encore que cette marine « offre toute garantie contre les abus de quelques misérables » etc. C'est une justice à laquelle nous nous attendons avec d'autant plus de confiance, qu'à l'époque où l'honneur du pavillon grec était attaqué, il n'y a pas même eu dans nos mers un misérable qui se soit rendu coupable de piraterie (1).

En voici le tableau :

Années.	Navires.	Tonneaux.
1834.	2891.	
1835.	3370.	
1838.	3269.	88502.
1839.	3345.	89642.
1840.	3484.	110690.
1843.	3469.	137558.
1844.	3414.	146703.
1845.	3584.	161103.
1848.	3983.	255233.
1850.	4016.	266201.
1851.	4327.	257093.
1852.	3230.	247661.
1853.	4143.	247991.

(2) Suivant le *Moniteur* lui-même (V. le *Journal des Débats* du 1 Juillet) la corvette à vapeur *Le Chaptal*, ayant parcouru l'archipel grec au commencement du mois de Juin, n'y a rencontré aucun pirate, et que c'est dans les mers turques, sur les côtes de Samos et d'Icarie, où elle s'est emparée de quelques bateaux suspects.

Voici maintenant dans quelle proportion ces navires étaient repartis en 1853 dans les différens départemens maritimes:

Départemens.	Navires.	Tonneaux.
Hydra.	575.	19640.
Spezzie.	454.	29426.
Pirée.	374.	11866.
Poros.	178.	1848.
Nauplie.	63.	1410.
Cranidi.	372.	5540.
Syra.	634.	96859.
Myconi.	64.	5467.
Andros.	96.	6870.
Santorin.	211.	14949.
Milo.	62.	524.
Skiathos.	114.	5458.
Chalcis.	175.	3898.
Scopélo.	120.	6213.
Amaliopolis.	63.	3749.
Cumi.	80.	2469.
Missolonghi.	129.	1395.
Patras.	105.	3159.
Galaxidi.	152.	26307.
Navarin.	50.	297.
Calamata.	75.	582.
Cyllène.	7.	69.
Totaux	4153.	247995.

En comparant les chiffres indiqués par ce tableau à ceux de 1852, on trouvera qu'il n'y a eu augmentation de tonnage qu'à Hydra, Syra, Myconi, Santorin, Chalcis,

Navarin, Calamata et au Pirée, et que la plus importante est celle de Syra et de Myconi.

Le nombre des marins montés sur ces navires dans le même espace annuel, a varié de vingt-sept à vingt-huit mille. (1).



Quinzaine politique du Spectateur.

La guerre ou la paix ? Cette alternative que les événements des derniers mois avaient paru mettre hors de question, revient dans cette quinzaine ranimer les craintes ou les espérances. Tandis que l'Europe, partagée en deux camps, se prépare à un de ces immenses conflits, qui laissent dans l'histoire des traces profondes de sang, l'Autriche, avec cette autorité qu'elle sait toujours puiser dans la division des autres, se présente, portant dans les plis de sa tunique ou la paix ou la guerre, et tenant la balance entre l'Orient et l'Occident armés. Quel est le plateau qui l'emportera ? Tous les deux ploient sous le poids des intérêts majeurs dont ils sont chargés, et il

(1) Nous avons sous les yeux un second travail du ministère de la Marine qui lui fait honneur dans ce moment où la publication des notions statistiques est un peu trop négligée chez nous. C'est un long tableau d'une trentaine de pages in 4^o, indiquant l'espèce, le nom, l'âge et la date de l'acquisition de tous les navires de 2^{de} classe, les noms de leurs commandans, ainsi que le département maritime aux registres duquel ils sont inscrits. Nous croyons avoir déjà dit que les bâtimens grecs sont divisés par la loi en deux classes ; dans la 1^{re} sont compris ceux d'un à trente tonneaux, dans la 2^{de} ceux au dessus.

est difficile de dire pour lequel sont les chances les plus nombreuses. Des amours-propres engagés, des dépenses énormes qu'on ne veut pas avoir subies sans en recueillir le fruit, la crainte de voir certaines influences prendre un développement exorbitant, l'espoir, pour quelques uns, de s'approprier, au milieu de grands bouleversements, quelques avantages matériels, tels sont les principaux stimulants de la guerre, tandis que les sacrifices immenses que cette guerre de géants impose à l'Europe, les abîmes qu'elle ouvre sous les pas de la société, les dangers dont elle menace la civilisation elle-même, sont des arguments tout-puissants, qui, chez tous les hommes de cœur, plaident en faveur de la paix.

Pourvu que l'Empereur de Russie voulût évacuer immédiatement et sans condition les provinces danubiennes, l'Autriche, secondée par la Prusse et appuyée par la confédération germanique, lui promettait sa médiation pour lui obtenir dans un congrès européen une paix honorable. C'était donc l'Empereur de Russie qui par sa réponse, devait donner au monde ou la paix ou la guerre. Cette réponse, ne s'est pas fait attendre ; elle a été communiquée simultanément à l'Autriche et à la Prusse. Au moment où nous écrivons, ce document n'est pas encore livré à la publicité, mais on croit en savoir le sens général. L'Empereur de Russie consent à évacuer les provinces ; il consent à soumettre à un congrès européen son différend avec la Turquie, et accepte pour base d'un arrangement les conclusions des conférences de Vienne, qui attribuaient aux quatre puissances la protection des chrétiens de la Turquie. L'Empereur souscrit donc à la paix qu'on lui propose, mais il y met aussi ses propres condi-

tions. Il évacuera ce qu'il occupe du territoire turc, si les autres puissances en font autant, et, ce qui en est une conséquence toute naturelle, si l'Autriche n'y entre pas elle-même; en attendant il gardera la ligne stratégique du Sireth. Il entrera en négociation sur les conditions définitives de la paix, si on lui garantit que rien ne sera entrepris contre la Russie pendant le cours des négociations. Il acceptera enfin la protection collective des grandes puissances de l'Europe pour les intérêts politiques des chrétiens, mais en sa qualité de prince coreligionnaire, il se réserve la protection exclusive de leur culte.

L'Empereur de Russie offre donc à son tour la paix à l'Europe, à des conditions qui, tout en s'appuyant sur les bases posées par l'Autriche, ne laissent pas de les modifier sur certains points par les conséquences qu'elles en tirent. Reste à voir si elle sera acceptée à ces conditions, ou si l'Europe voudra passer outre; si ces propositions sont faites de part et d'autre avec des intentions sincères, et pour éviter le plus grand des maux qui peuvent affliger l'humanité, ou si elles ne sont qu'un dernier acquit de conscience, et calculées pour être rejetées.

Pour notre part nous ne pouvons pas admettre cette dernière supposition; nous croyons ceux qui sont intéressés à la paix et qui la désirent sincèrement, bien plus nombreux que ceux qui trouvent des avantages à la guerre. Voyant toute l'Europe, ou peu s'en faut, former contre elle une coalition formidable, la Russie, pensons-nous, ne peut qu'appeler de tous ses vœux le retour de la paix, mais d'une paix honorable et digne, et telle qu'elle convient à une puissance habituée aux respects des autres, qui a souvent tiré de grands états du fond

de l'abîme, qui avec cinq cent mille soldats qu'elle peut ranger en bataille, a une immense force de résistance, et plus d'un moyen agressif, lorsqu'elle est poussée à bout.

Parmi les autres acteurs de ce grand drame, l'Angleterre peut avoir un intérêt direct à une guerre européenne contre la Russie, à une guerre qui, selon son attente, se terminerait par l'humiliation et l'affaiblissement de celle-ci. Jalouse de sa propre domination sur les mers, elle pourrait ne pas être fâchée de voir éliminer une de ces puissances maritimes qui, seule, ne saurait se mesurer facilement avec elle, mais qui, dans le cas où la Russie ne serait pas isolée, combinée avec une autre, pourrait bien réussir à lui tenir tête. La Russie vaincue et courbée, l'Angleterre y gagnerait encore de lui enlever son influence sur la Perse, de se défaire en Asie d'un voisin et d'un compétiteur dangereux, et de dormir tranquille sur ses possessions des Indes. Et cependant l'Angleterre qui a toutes ces raisons pour vouloir une guerre, dont elle croit pouvoir attendre des résultats aussi avantageux, l'Angleterre veut la paix; car nous n'entendons parler ni de ces orateurs belliqueux, qui du haut de la tribune n'accordent ni trêve ni merci à la Russie, avant de l'avoir réduite en poudre, ni de ces journalistes implacables, qui n'auront cru leur tâche remplie et la civilisation sauvée, qu'après avoir vu le dernier Moscovite dévoré par le dernier *Basch-boujouk*. Nous parlons de l'Angleterre représentée par sa population industrielle et commerçante, par ceux qui font sa force et sa richesse, enfin par son homme d'état le plus éminent aujourd'hui, et le plus digne, par la modération de ses sentiments et l'élevation de ses vues, de diriger le sort de ce grand pays,

L. Aberdeen, qui, bien sûr de répondre aux vœux de la grande majorité de sa nation, et d'être approuvé par tous les hommes sérieux qui ne se laissent pas entraîner par la passion du moment, n'a pas craint de déclarer à la face de tous les fanatiques de la guerre, qu'il est partisan de la paix, et que s'il fait la guerre, s'il veut même la pousser avec une grande vigueur, c'est pour atteindre le seul but qui ennoblit toute guerre, celui d'arriver par elle le plus promptement possible à la paix.

Il y a un autre état encore à qui la guerre, si elle n'était pas hérissée de mille dangers, si elle devait avoir pour résultat immédiat et facile la défaite et la mutilation de la Russie, pourrait profiter; cet état, c'est l'Autriche. Si les provinces danubiennes étaient soustraites à l'influence russe, elle ne serait pas fâchée d'y substituer la sienne; on peut aussi comprendre l'intérêt qu'elle aurait à voir la Russie délogée des bouches du Danube; elle se ferait volontiers le voyer de ce grand chemin du commerce européen; enfin, il serait bien dans son intérêt d'éloigner autant que possible de ses frontières, son formidable voisin, et de ne se sentir étreinte que par les bras efféminés de cette Turquie inoffensive, dont on aime à être le voisin, car on est sûr de la dominer, et l'on peut s'attendre à en hériter. Tous ces avantages que l'Autriche retirerait de l'abaissement de la Russie, pourraient faire penser que dans un moment où elle croit cette puissance serrée dans une étau par l'Europe entière, elle ne fait ses propositions de paix qu'à contre-cœur, uniquement pour se donner la haute importance de médiateur et d'arbitre suprême des relations européennes, et dans l'espoir de ne pas réussir. Nous ne sommes

pas de cet avis. L'Autriche a la conscience de rendre un service à la Russie, en lui offrant un moyen de se retirer du mauvais pas où elle la croit engagée; elle se flatte de s'acquitter ainsi de sa lourde dette de reconnaissance. A côté des profits qu'elle pourrait retirer de l'affaiblissement de la Russie, elle ne peut oublier les périls qu'elle a courus, ni perdre de vue que quiconque a su les écarter de sa tête, pourrait bien, s'il y était contraint, avoir la force de les évoquer de nouveau contre elle. Dans l'Autriche donc, aussi bien que dans la Russie et dans l'Angleterre, nous ne pouvons nous défendre de voir le désir sincère de la paix.

La Prusse n'a pas même les raisons déterminantes de l'Autriche en faveur de la guerre. Elle est trop éloignée du grand moribond pour être intéressée au partage de ses dépouilles; elle n'a rien à disputer à la Russie; et la défaite de celle-ci lui serait désavantageuse, en tant qu'elle servirait les intérêts privés de l'Autriche, et qu'elle en raffermirait la prépondérance en Allemagne. L'Autriche, maîtresse du Danube et de ses bouches, assise en même temps sur l'Adriatique et sur la Mer Noire, étreignant de tous côtés la Turquie défaillante, exerçant une influence absolue et sans contrôle sur les provinces daces et sur les provinces slaves de cet empire, ne laisserait bientôt à la Prusse qu'un rôle secondaire en Allemagne, dont toutes les sympathies des petits états allemands ne pourraient la dédommager. L'intérêt de ces états est identique à celui de la Prusse; eux aussi doivent être assez indifférents aux mouvements d'une puissance qui leur est entièrement étrangère, envers une autre qui ne les touche guère davantage, surtout, si l'on trouve moyen de faire que ces mouvements n'a-

boutissent pas à des conquêtes, et que l'équilibre européen n'en soit pas compromis; mais ils ne peuvent être impassibles devant l'accroissement exorbitant d'un état allemand, qui les écraserait de sa prépondérance, et ne peuvent se soucier d'assurer à cet état, par une guerre meurtrière, des avantages immenses, dont ils n'auraient pas leur part. Aussi, assure-t-on que la Prusse s'est déclarée satisfaite de la réponse de l'empereur de Russie, et la Conférence fait sans doute comme la Prusse.

Mais de tous les membres de cette grande coalition, c'est la France qui nous paraît avoir si peu à gagner ou plutôt tant à perdre à un grave échec de la Russie, que nous ne pouvons voir dans sa participation à cette formidable croisade, qu'une généreuse abnégation de son propre intérêt, en faveur de ce qu'elle croit être l'intérêt général de l'Europe. Les flottes alliées détruiront peut-être celles de la Russie; quel sera le profit que la France en retirera? Elle aura assuré à tout jamais le sceptre des mers à l'Angleterre, service dont elle sera fière sans doute, aussi long-temps qu'elle est unie à sa formidable voisine par les liens de la plus intime alliance, mais qui lui enlèverait tout moyen d'établir un contrepoids à la domination de celle-ci, si leurs relations étaient jamais altérées. De plus, non contente d'ouvrir la Mer Noire, ce qui peut être profitable à tout le monde, mais surtout profitable à l'Angleterre, la France humilierait et mutilerait encore la Russie au profit de l'Autriche, dont elle voudrait acheter à ce prix la fidélité et la reconnaissance; c'est à dire qu'elle voudrait affaiblir un état éloigné, avec lequel elle n'est en contact ni matériel ni d'intérêts privés, qu'elle ne peut atteindre, et dont elle ne peut être atteinte à moins

que leurs armées ne marchent sur le corps de l'Europe entière, pour renforcer un état voisin, qui lui dispute son influence sur l'Allemagne et sur l'Italie, et qui lui pourra bientôt disputer son attitude dans la Méditerranée.

Tous ces arguments nous font croire que la paix est le vœu sincère et le besoin réel de la plupart des états de l'Europe, ce qui ne veut nullement dire que nous n'aurons pas la guerre. La raison plaide pour la première; pour celle-ci plaide la passion, et nous n'avons pas besoin de dire de quel côté souffle aujourd'hui le vent. En parlant ainsi, nous ne sommes nullement influencés par l'intérêt particulier à la défense duquel ce recueil est consacré. Nos sentiments d'humanité, notre patriotisme européen, nous disposent en faveur de la paix; quant au but spécial que nous recherchons, la délivrance définitive des chrétiens de la Turquie, il nous laisse indifférents entre les deux alternatives: nous sommes sûrs de l'atteindre par l'une ou par l'autre. La guerre tuera la Turquie, la paix la laissera mourir. Y-a-t-il quelqu'un d'assez peu instruit de l'état de ce pays, pour ne pas savoir que dans ce choc formidable de la moitié de l'Europe qui va se ruer sur l'autre, la Turquie sera broyée, qu'au milieu de cet embrasement général, ce n'est pas son édifice pourri qui aura la force de résister? L'Europe ébranlée jusque dans ses fondements, rejettera loin d'elle cet élément hétéroclite, qui est pour elle une disgrâce et une difficulté éternelle. Déjà les armées de la Turquie sont détruites en Asie; celles de l'Europe ne tarderont pas à l'être, au milieu peut-être des triomphes mêmes de leurs alliés; ou, si, soutenue qu'elle est par les forces les plus invincibles de la terre, la Tur-

quie réussissait même à obtenir quelque succès important et réel, ce succès serait pour elle une victoire caduquée, elle succomberait sous ses lauriers. Le fort puise une nouvelle énergie dans sa défaite ; un effort trop violent tue le faible. La Turquie n'est plus de force à résister au vent d'orage qui la pousse, bien que ce vent lui soit propice. Nous en appelons à la conviction de tous ceux qui ont fait de la Turquie une étude sérieuse, et nous attendons avec confiance le témoignage prochain des événements.

Mais si le canon se taisait, si le calme succédait à l'orage, la Turquie serait-elle pour cela sauvée ? Sa ruine n'en serait au contraire que plus sûre. Ce silence et ce repos seraient pour elle celui de la tombe ; l'excitation qui la soutient aujourd'hui aura bientôt fait place au plus grand épuisement, dont aucune force au monde ne saurait la relever. Cet intérêt général dont elle paraît être aujourd'hui l'objet, sur lequel elle se méprend étrangement, et qui n'est dû qu'à sa position, sera bientôt suivi par la plus suprême indifférence, aussitôt que cette position aura changé. La réaction, aidée aussi par la raison, sera complète alors, l'Europe rougira de son idole et le brisera, et les Turcs, ayant cessé d'être le fond sur lequel on brode les principales récriminations contre les Russes, ne seront plus pour les nations civilisées qu'un peuple sans portée, sans signification politique, sans avenir, un peuple voué à tout jamais à l'erreur et à une organisation administrative oppressive et défectueuse, une anomalie morale et religieuse enfin au milieu de l'Europe éclairée, libérale et chrétienne.

Rien n'est plus amusant que la naïveté réelle ou affectée avec laquelle

certaines hommes en Turquie prennent au pied de la lettre toutes les flatteries qu'on croit aujourd'hui de bonne politique en Europe de prodiguer au peuple et au gouvernement turcs. N'en a-t-on pas vu qui, avec une assurance précieuse, et un sang-froid imperturbable, ouvraient tout dernièrement encore l'avis d'éliminer au profit de la Turquie cet embarras politique, qu'on appelle le royaume de Grèce ? Eh ! pouvez-vous donc ignorer que c'est vous au contraire qui êtes l'embarras éternel du monde ? Un ma heureux hasard a livré entre vos mains débiles le boulevard de l'Europe ; non seulement vous avez profané les plus beaux pays de la terre, vous les avez changés en déserts, vous y avez détruit les chefs-d'œuvre de l'art, vous y avez souillé les traces de la gloire, mais vous êtes aussi incapables de les défendre contre les empiétements, et contre les ambitions du dehors. Pour échapper à une influence, vous êtes forcés de vous livrer à l'influence contraire, vous ne pouvez fermer votre porte aux uns, sans l'ouvrir aux autres. Voilà pourquoi l'Europe sera toujours sur le qui vive, voilà pourquoi vous serez une source éternelle de perturbations et d'alarmes, aussi long-temps que vous occuperez ce poste de haute importance. L'Europe se sert aujourd'hui de vous comme d'un marchepied pour atteindre à son but, et regrette que ce marchepied soit aussi vacillant. Sachant qu'elle ne peut vous inoculer ni ses idées ni sa civilisation, qu'elle ne pourra vous infuser cette force qui régénère, et qui est nécessaire pour la garde de la tête de pont que vous occupez entre l'Orient et l'Occident, elle sera relevée d'une immense inquiétude, lorsque, soit par l'explosion de la colère des peuples que vous opprimez, soit par tout autre événement propice, vous aurez disparu de son sol, faisant place à un ordre de choses normal et européen, pourvu que votre disparition ne soit pas accompagnée d'événements dont la crainte fait seule qu'on vous soutient aujourd'hui avec tant d'ardeur.

Quant à la Grèce, non, elle n'est pas un embarras, elle est pour l'Europe une ressource et une providence. L'Europe voit avec terreur s'approcher le jour suprême de la Turquie, ce jour qui est le dernier de la vie, et le premier du néant,

The first dark day of nothingness!

La fatalité l'a déjà marquée de son doigt implacable. Mais le néant, comment l'envisager sans frémir ? Comment s'y hasarder, et comment empêcher que son grand vide ne soit assailli par les forces qui l'environnent ? Voilà le grand embarras dans lequel se serait trouvée l'Europe, s'il n'y avait la Grèce, si au dessous du peuple qui s'en va il n'y avait le peuple qui s'élève. Actif, intelligent, doué de vertus sociales, noble par ses ancêtres et noble par les héros qui ont illustré sa régénération, chrétien par

dessus tout, ce peuple, déjà entré dans la famille européenne, est sûr d'y occuper une place importante, et d'y rendre encore des services signalés. Cet avenir ne peut lui manquer ; il l'attend avec confiance de la guerre actuelle, comme il l'attend aussi de la paix dont elle peut être suivie ; il l'attend aussi de Dieu, qui l'a conservé pendant deux mille ans d'épreuves, et qui l'a providentiellement rappelé à la vie, juste au moment où la Turquie s'en éclipse. La Grèce a subi en dernier lieu de profondes humiliations. Mais ceux qui affectent d'en triompher en l'accablant de calomnies et d'injures, devraient bien se rappeler que ce ne sont pas eux qui ont réussi à l'humilier ; elle s'est courbée devant de plus puissans qu'eux. Ils devraient ne pas perdre de vue, que même dans cette dernière levée de boucliers si malheureuse et si mal conduite, jamais il n'y eut un combat entre les Grecs et les Turcs, sans que ceux-ci n'aient été battus. Mais, oublieux des atrocités que vous commettez dans les provinces aujourd'hui désarmées, atrocités qui remplissent d'indignation tout cœur généreux, et qui eussent dû appeler l'intervention active de ces troupes chrétiennes qui stationnent désormais sans objet au Pirée, vous qualifiez les Grecs de pirates et de brigands, et peut-être même que vos calomnies trouvent un écho. Ce n'est pas vous, c'est votre position qui parle. Attaquez la Grèce, rongez sa noble tige, aussi long-temps que vous en avez la force ; elle repoussera ses verts rameaux, et leur suc coulera en libation au sacrifice suprême, dont l'heure est marqué par les destins.

L.

